POINT DE PRESSE
DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES
ET EUROPEENNES,
BERNARD KOUCHNER,
A L'ISSUE DE LA SIGNATURE
DE LA CONVENTION DE FINANCEMENT
POUR LA REHABILITATION DE L'HOPITAL AL QUDS
DE GAZA

(Jérusalem, 18 novembre 2009)

Q - Qu'avez-vous dit au président Mahmoud Abbas qui, malgré les réticences françaises, américaines, dit qu'il veut poursuivre vers la voie de la proclamation d'un Etat indépendant ?

R - Nous avons parlé de la situation en général et de sa décision, que j'espère réversible, de ne pas se présenter pour un second mandat, c'est même la raison principale de ma visite. Je connais M. Mahmoud Abbas depuis bien longtemps et le Croissant-Rouge palestinien depuis 1971. Il considère comme important, je le crois, le soutien international et le soutien que nous lui apportons à lui personnellement en temps que président de l'Autorité palestinienne. Alors, je ne sais pas ce qu'il décidera, il partait aujourd'hui pour l'Amérique latine, il reviendra dans huit jours et j'espère qu'il s'arrêtera à Paris.

Nous avons parlé de la paix bien sûr, c'est-à-dire de la nécessité impérative, immédiate, de revenir à des discussions politiques. Puis nous avons évoqué ce qu'ils ont proposé, mais ils l'ont proposé comme un échange d'idées : la reconnaissance d'un Etat palestinien, ce qui avait déjà été tenté il y a quelques années d'ailleurs et qui nécessite évidemment non seulement une coordination mais un assentiment - l'idée était d'aller vers le Conseil de sécurité dont la France est membre permanent. Alors, nous verrons cela mais je crois que l'essentiel, et en signant aujourd'hui avec le vice-président du Croissant Rouge palestinien ce contrat pour la reconstruction d'Al-Quds, nous parions sur l'avenir. L'avenir, c'est certainement la nécessité pour les deux parties de reprendre les discussions politiques. Voilà ce que nous souhaitons.

Q - Comment persuader les Palestiniens de revenir à la table des négociations quand certains à l'Autorité palestinienne disent : "à quoi cela sert de retourner négocier quand on voit qu'Israël continue la colonisation à Jérusalem-Est, par exemple" ?

R - Oui, mais malheureusement, la colonisation se poursuivait pendant les derniers pourparlers, tout le long de ce qu'on appelle l'"Annapolis process" - processus d'Annapolis. C'est quand même ainsi qu'il faut faire. Je n'ai pas ressenti ce que vous dites de la part de M. Abou Mazen et de M. Saeb Erekat, au contraire. Ils souhaitent reprendre les pourparlers le plus vite possible. On peut donc saisir cette occasion. Ce n'est pas la France seule, c'est la communauté internationale, je le crois, qui poussent dans cette direction. Il faut qu'un jour on fasse la paix dans cette région et tout le monde connaît ce que l'on appelle les "paramètres de la paix". Il y a donc un moment politique, là, à trouver, et cela ne peut être, bien sûr, que le gouvernement israélien qui le fasse. Je crois que du côté palestinien, je le pense vraiment, les choses sont tout à fait prêtes à être décidées. En tout cas, on est décidé à reprendre les pourparlers cela me paraît tout à fait nécessaire. C'est ce qu'a dit le président Sarkozy actuellement en Arabie saoudite avec le roi Abdallah. Nous sommes de ce point de vue, très déterminés à jouer ce rôle. Demain, il y aura, je l'espère un président du Conseil des vingt-sept pays européens, l'Europe doit jouer ce rôle, aider ses amis. La France est amie des Israéliens, et, en même temps, des Palestiniens. Cela peut servir.

Q - Que pensez-vous de la décision israélienne de construire, à Jérusalem-Est, 900 nouveaux logements ?

R - Je vous l'ai dit, c'est évidemment une décision que nous regrettons, mais en même temps ça a toujours été fait ainsi. Il faut donc s'attacher aux autres paramètres de la paix, se mettre d'accord. En ce qui concerne la colonisation, vous connaissez la position de la France : l'arrêt de la colonisation. Mais pour le

moment il faut reprendre des discussions humaines, face à face, les yeux dans les yeux. Je crois que cela, c'est tout à fait nécessaire./.